

Partis Politique Et Participation Politique Dans Le Milieu Rural En Republique Democratique Du Congo

Aimé Kayembe Muteba Miko

Chef de Travaux, Université de Kananga

RESUMÉ

Cet article porte sur les partis politiques de la R D C et leur façon d'accompagner les populations rurales dans la participation politique. En effet, les fondations politiques sont les acteurs attirés dans la vie politique active dans un pays. La R D C en plein processus démocratique connaît un activisme remarquable des partis politiques. Et cela dans les milieux ruraux qu'urbains.

Au regard de la réalité en face, les partis politiques qui évoluent dans le paysage politique congolais et plus particulièrement dans les milieux ruraux devront s'organiser et fonctionner tout en tenant compte des réalités rurales congolaises. Très peu d'entre ces partis œuvrent dans l'observation des principes et règles de gestion requise. Nous avons constaté que le caractère analphabète des certains ruraux a fait que ces formations politiques ont travaillé de façon inefficace.

Ainsi, nous appelons les gouvernants, leaders politiques membres adhérents aux partis politiques de remplir chacun son rôle, pour la participation efficace et effective des acteurs sociaux à la vie politique. De cette façon, les partis politiques auront fonctionnés normalement dans l'accompagnement des masses rurales dans la participation politique en RDC.

Mots clés : Partis politiques, participation politique, milieu rural, leaders politiques, masses rurales.

INTRODUCTION

Le processus démocratique que connaît la République Démocratique du Congo requiert une participation politique, qui se veut un acte ; important pour tout citoyen d'un pays qui se trouve dans l'obligation d'apporter de ses énergies à la construction de son pays et sa patrie.

C'est à travers les partis politiques et autres regroupements que les citoyens participent d'une manière ou d'une autre à la gestion de la chose publique, c'est-à-dire à la gestion de la cité.

En RDC, les partis politiques constituent l'un des acteurs politiques majeurs dans le paysage politique congolais. Ils sont créés par les filles et fils de la République Démocratique du Congo et opèrent dans les milieux urbains et ruraux. Disait Nzongola Ntalaja, « sans les humains, la politique ne peut pas se réaliser ».¹

Ce sont les femmes et les hommes qui s'assemblent, se dessaisissent de certains de leurs droits au profit des autres qui se lèvent en vue de prendre la destinée des uns. D'où ces hommes et femmes qui vivent dans le milieu rural congolais méritent la jouissance et la pratique des droits reconnus à tout citoyen en Republi-

¹ NZONGOLA N., introduction à la science politique, Lubumbashi, éd. Dumont noir, 1972, P.7

ique Démocratique du Congo.

La population rurale congolaise, caractérisée par la pauvreté et l'analphabétisme, est victime de la crise socio-politique que connaît le pays. Pour ce, participe-t-elle à la gestion des affaires publiques comme membre des partis politiques ? Si c'est vrai, quel est l'impact des partis politiques sur les masses rurales congolaises ? à ces interrogations, nous disons que les masses rurales congolaises ne participeraient pas effectivement aux affaires de la cité, dans la mesure où la pauvreté et la culture politique paroissiale qui les caractérisent dans leur vie quotidienne rendent ardu leur participation politique. De cette manière, l'impact des partis politiques sur ces masses rurales congolaises s'avèrerait négatif, par le seul fait qu'elles sont des membres sujets au lieu d'être agissants, car, elles subissent le dictat des partis dans lesquels elles ont adhéré et évoluent. Mais, les facilités socio-économiques auxquelles, elles aspirent demeurent des lettres mortes (soins de santé, école pour tous, habitat décent, etc.). De cette manière, nous estimons que les partis politiques accompagneraient la population congolaise dans la recherche du mieux-être en leur permettant de s'assumer comme citoyens ruraux en vue de leur participation politique effective.

1. APPRÉHENSION CONCEPTUELLE ET CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

1.1. Notion de parti politique.

Le concept parti politique revêt plusieurs acceptions. Pour l'appréhension de ce terme, diverses définitions ont été avancées.

Selon Maurice Duverger, « un parti politique n'est pas une communauté, mais un ensemble de communautés, une réunion des petits groupes disséminés à travers le pays (sections, comités, associations locales, etc.) liés par des constitutions coordinatrices »²

Pour le dictionnaire lettré, le parti politique est défini comme « une opinion de plusieurs personnes contre d'autres qui ont un intérêt, une opinion contraire »³

Georges Burdeau définit pour sa part, le parti politique comme : tout groupe d'individus qui, professant les mêmes vues politiques s'efforcent de le faire prévaloir à la fois en ralliant le plus grand nombre possible de citoyens et en à conquérir le pouvoir ou du moins à influencer.⁴

Dans la même lancée, Max Weber soutient que les partis politiques sont des associations reposant sur un engagement libre ayant pour but de procurer à leurs

Au regard des analyses faites par Mulumbati et ces différents auteurs, les uns définissent les partis politiques par référence à l'organisation, à l'idéal et enfin par rapport aux interactions qui se déroulent dans un certain espace. Ainsi, pour conquérir et exercer le pouvoir durablement, ajoutent-t-il le parti politique doit être doté d'une organisation solide, avoir un idéal qui mobilise les membres, remplir les fonctions ou activités pour atteindre son idéal et tout cela un faisceau d'interaction.

À la lumière de ces considérations, nous définissons avec le prof Mulumbati le parti politique comme « une organisation qui sur base de certaines affinités ou solidarités regroupe des individus qui cherchent à conquérir et à exercer le pouvoir par les élections, seuls ou avec les autres afin d'atteindre un idéal, et qui, pour ce faire est animée par des organes liés les uns aux autres par des relations à la fois verticales et horizontales et remplissant chacun des fonctions bien déterminées.»⁵

²² M. DUVERGER, les partis politiques, Paris, éd. A Colin, 1969, P.34

³ Dictionnaire lettré, Levallois, Gallinard et Hachette, P.946

⁴ G. BURDEAU, les partis politiques, Paris, éd. A. Colin, 1993

⁵ MULUMBATI NGASHA, manuel de sociologie générale, Lubumbashi, éd. Africa, 2001, P.105

1.2. Fonctions des partis politiques

Mission des partis politiques

Les partis politiques sont l'un des éléments du corps politique d'un pays. Ils peuvent être comparés à des vaisseaux sanguins lesquels assurent une circulation active des vues, opinions et attitudes entre les volontés individuelles et les vues politiques de l'Etat. Ainsi, à travers des partis politiques, les citoyens membres appartenant à ces formations politiques ont une prise sur l'Etat et lui transmettent leurs préoccupations.

De cette manière, l'Etat se verra soumis aux critiques et aux appréciations contradictoires des partis politiques, ce qui amènera le pouvoir à retrouver sa raison d'être qui consiste à se mettre au service des intérêts de la population

Pour ce faire, tout parti politique a pour mission de « concourir à l'expression du suffrage, à la formation de la conscience nationale et l'éducation de leurs membres. Ceci revient à dire que les partis politiques doivent amener leurs membres à se convaincre du fait que le pouvoir doit se conquérir par les urnes, c'est-à-dire par les élections, à savoir défendre la nation et son intégralité territoriale par tous les moyens et à s'opposer à tout individu, un groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou l'exercice en violation des dispositions de la constitution.

Fonctions politiques

Les partis politiques remplissent une multitude des fonctions des dispositions politiques entre autres :

- 1) La fonction du messenger du peuple : ils sont les messagers du peuple, dont ils portent et traduisent les messages du peuple dont ils portent les messages et déduisent les aspirations. Ils constituent des canaux qui relayent les aspirations du peuple, les formulent en termes politiques et revendiquent leur satisfaction au niveau politique.
- 2) La fonction de prévention les partis politiques remplissent également les fonctions de prévention, des dérives politiques et de prévention de l'ochlocratie. En effet, les partis politiques « observent un regard critique du pouvoir et formulent des propositions à son endroit, notamment à travers leur représentation au parlement ». Ils régulent le pouvoir dans un Etat de droit et assurent aussi l'encadrement politique de la société civile.
Pour ce qui est de la prévention de l'ochlocratie, les partis politiques en constituent les garde fous. L'ochlocratie s'installe lorsque des citoyens commencent à vouloir légiférer en lieu et place du parlement, à gouverner en lieu et place des gouvernants, à juger en lieu et place des cours et tribunaux ».⁶
- 3) La fonction pédagogique : elle consiste dans le cadre d'un parti politique à éduquer, à former les membres adhérents, à les politiser c'est-à-dire à donner aux citoyens les informations qui leur permettront de maintenir son environnement et de le transformer. Le citoyen pourra ainsi mieux connaître ses droits et ses obligations et situer l'échelon du Responsable du pouvoir chargé de résoudre son problème. La formation est donc une étape nécessaire à la mobilisation consciente et responsable de l'opinion publique disait Kiakwama.

⁶ A ce propos lire ZAIDI NGOMA, les rôles des partis politiques dans un Etat de droit, in partis politiques, démocratie et paix en ROC (sous la direction de MABIALA MANTUBA-NGOMA) publications de l'IDLP., Konrad Adenauer Fondation, Kinshasa, 2001. ⁷⁴ KIAKWAMA, organisation d'un parti politique : aspects internes, in organisation et fonctionnement des partis en RDC (sous la direction de MABIALA MANTUBA-NGOMA), Fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2004, P.23-28

La fonction pédagogique est d'une très grande importance dans les partis politiques. C'est à travers elle que ces derniers diffusent auprès de leurs adhérents, l'éducation à la citoyenneté, à la paix et aux valeurs républicaines.

- 4) La fonction d'élaboration des programmes électoraux et gouvernementaux, ainsi que du projet de société : Cette fonction stipule que les organes dirigeants des partis politiques doivent aussi élaborer le projet de société ; c'est-à-dire l'image qu'ils souhaitent donner au pouvoir un jour.
- 5) La fonction de sélection du personnel politique : Par personnel politique, on entend les animateurs du parti à tous les niveaux, appelés à assurer la gestion du pouvoir de l'Etat lorsque leur parti gagne les élections et doit gouverner. Le choix du personnel politique et son investiture constituent des manifestations tangibles de la démocratisation au sein du parti. Cela suppose que chaque membre présente librement sa candidature au niveau qu'il estime le plus utile selon ses capacités et ses ambitions, afin qu'il soit choisi librement par les membres adhérents.
- 6) La fonction de coordination et d'opposition : Les partis politiques qui sont au pouvoir et ceux qui sont dans l'opposition sont chargés d'assurer la coordination de stratégies et de contrôle des organes gouvernementaux. Pour ce qui sont dans l'opposition, ils doivent en outre concrétiser une opposition loyale au pouvoir en place, c'est-à-dire, mettre en place un contre-pouvoir et devenir ainsi des agents modificateurs ou rectificateurs de la politique interne et externe du pays non conforme aux valeurs républicaines, démocratiques et à l'intérêt général.

1.2. Notion de participation politique

Le terme participation politique revêt divers sens et cela suivant le moment, le système politique concerné ainsi que suivant les valeurs qu'on partage.

Pour H. Théry, la participation politique est un acte dans lequel on prend part.⁷ Cette acception met en exergue deux aspects en présence dans la participation : d'une part, les volontés des participants et d'autres part la décision à prendre. Dans ce contexte, les oppositions et les divergences des volontés particulières sont inéluctables, mais elles doivent conduire à un compromis, lequel est nécessaire avant de prendre la décision.

La participation politique ainsi définie, est l'une de forme de comportement politique. Se comporter, c'est agir ou réagir. Par comportement, on entend l'ensemble des conduites de l'organisme vivant. Chez l'homme, on distinguera des comportements biologiques, psychologiques, sociaux et parmi ces derniers, des comportements politiques, on peut définir avec Jean Ranger comme « le mouvement de l'individu vers la société dans laquelle il vit ». ⁸ Cependant, tout ne pas comportement dans la vie politique, mais les comportements politiques sont inoubliable : le discours d'un ministre ou un député à la tribune du parlement est un comportement politique, l'activité d'un militant, les actions des combattants de l'UDPS, etc.

Pour sa part, Alain Lancelot considère la participation politique comme l'intervention dans le domaine spécialisé des affaires politiques.⁹

Dans le même ordre d'idée, Nzongola Ntalaja définit la participation politique comme tout comportement à travers lequel les gens expriment leurs opinions.¹⁰ De cette manière, il soutiens l'expression des opinions

⁷ H. THERY, la participation, la société démocratique, Paris, chronique sociale de France, 1963, P.141.

⁸ J. RANGER « les comportements politiques » in la politique, Paris, centre d'études et de promotion de lecture, 1971, P.64.

⁹ A. LANCELOT, la participation des Français à la politique, Paris, P.U.F., 1961, P.6

¹⁰ N. NZONGOLA, Op.Cit., P.30

politiques, individuelles ou collectives.

En outre, la participation politique désigne aussi le rôle joué par les citoyens dans la prise des décisions relatives à la vie nationale. En effet, la participation à la vie politique permet aux citoyens d'orienter ou d'influencer les décideurs autoritaires. (Elle permet aussi aux citoyens de chercher, de promouvoir la forme de gouvernement qui leur semble la meilleure). Les citoyens cherchent à satisfaire l'aspiration des hommes à être des sujets actifs de leur destin social et à mettre en place les structures capables d'assurer et de protéger cette aspiration qui n'est rien d'autre que le bien-être pour tous.

Dans le cadre de cette réflexion, pensons avec Ngoma Binda que la participation politique est l'acte par lequel le citoyen assume et tente d'influencer directement le cours des affaires publiques dans sa société. La participation politique suppose une décision consciente et libre de la part du citoyen de s'occuper de ce qui est censé orienter la vie de tous dans la société (la cité).

1.3. Milieu rural

Plusieurs auteurs ont défini le concept « milieu rural ». Nous avons dans cette réflexion fait référence à certains, pour contextualiser notre façon d'appréhender les choses.

Pour sa part, Cosmas Mbope définit le milieu rural comme étant tout espace de vie où habitent les ruraux, toute entité dans laquelle les individus mènent une vie de la campagne, C'est la campagne, c'est l'univers qui désigne le lieu où les ruraux vivent et exercent leurs activités.¹¹

Nous faisons remarquer que le milieu rural désigne l'espace rural, l'espace bâti et la campagne. Tout milieu rural n'est pas à confondre avec le village traditionnel quoique la réalité en Afrique, en Amérique Latine et en Asie est difficile à être dissociée.

Notons que toutes les entités sont établies en milieu rural et dans les campagnes avec des fonctions spécifiques différentes des villages traditionnels. Elles sont dirigées par d'autres types d'autorités selon d'autres mœurs et d'autres règles de vie.

2. IMPACT DES PARTIS POLITIQUES SUR LES MILIEUX RURAUX R.D. CONGOLAIS

2.1. Le milieu rural congolais et ses caractéristiques

Le milieu rural Congolais regorge une population dont près de 80% y vivent avec comme activités principales l'agriculture, la pêche et l'élevage. Cependant, cette population vit dans une situation précaire et une pauvreté absolue, malgré les potentialités qu'offre le secteur. En effet, on notera que seulement 17% de la population a accès à l'eau potable, 1% à l'énergie électrique et 64% vivent dans des maisons en pisé ; en outre, 70% des voies de desserte agricole sont dans un état de détérioration très avancée.

Pour ce, le rôle de développement des masses rurales est sérieusement handicapé par le conflit qui a comme conséquence l'abandon des exploitations agricoles, des déplacements massifs des populations dus à l'insécurité permanente.

Aspect socio-politique

La République Démocratique Congo vit dans une crise socio-politique, situation dans laquelle les masses rurales ne savent pas jouir, ni défendre leurs droits et observer leurs obligations comme citoyennes et citoyens du pays. L'administration publique locale a abandonné la population à son triste sort, vivant dans l'insécurité la plus totale.

¹¹ C.MBOPE MINGA MBENGELE., Pragmatique formatif de l'INADESFORMATION Kasai et les enjeux du renforcement des capacités paysannes. Territoire de Mweka, DEA en Sociologie, UNILIJ, Lubumbashi, 2006, p.30

La crise socio-politique ne permet pas aux opérateurs politiques que sont les partis politiques à agir et fonctionner de façon à accompagner la population rurale effectivement. De cette façon, ces partis politiques se produisent avec inefficacité dans les milieux ruraux de la RDC. Par conséquent, la population participe difficilement à la vie politique. En effet, les partis politiques de la République Démocratique du Congo tel qu'ils opèrent dans le milieu rural congolais n'assurent pas leurs fonctions, dans la mesure où plusieurs faits démontrent cette inefficacité, notamment : la non-permanence des activités du parti, l'analphabétisme des membres, etc.

Aspect socio-culturel

L'aspect socio-culturel se manifeste par les Us et coutumes et schèmes de comportement véhiculé dans une société donnée. La culture se veut être la manière de réfléchir, d'agir, de réagir et de se comporter d'une société donnée.

La République Démocratique du Congo, un pays multiculturel, a connu une histoire politique jalonnée par des manifestations politico-ethno tribales, qui, au lendemain de l'indépendance ont donné lieu aux guerres fratricides, animées et téléguidées par les chefs des partis politiques et autres associations à caractère politique.

Les partis politiques devront cultiver la culture politique de participation, car, elle consiste à amener les membres à penser et agir de manière patriotique loin de toutes les vellétés claniques, tribales et autres en vue d'assurer la promotion du bien-être de la population.

Aspect matériel et financier

Les partis politiques en tant qu'organisation politique ont besoin des moyens matériels pour leur bon fonctionnement. Dans nos milieux ruraux, la plupart des partis politiques n'ont même pas des sièges administratifs, lieux qui servent sièges où se fait l'administration du parti, sauf, les partis de la majorité présidentielle (PPRD, AFDC) pour ne citer que ceux-ci, qui disposent des infrastructures. Nous avons constaté que ce sont des partis de la mouvance présidentielle qui, suite à la présence de certains de leurs membres au gouvernement, jouissent des bénéfices et moyens divers.

En outre, l'argent étant un moyen puissant dans l'organisation et le fonctionnement, les partis politiques œuvrant surtout dans les milieux ruraux, n'ont pas les moyens de leur politique. Dans la mesure où ces fondations politiques n'arrivent pas à acquérir des biens et avantages qui peuvent aider les membres de ces partis de les animer à bon escient.

2.2. Causes d'inefficacité partis en milieux ruraux

L'éducation civique et politique relève de la formation, une fonction importante que doit jouer un parti politique. Car, les membres du parti non formés ou insuffisamment informés peuvent porter un préjudice immense aux partis par leurs actes et dans leurs choix politiques.

Il arrive que dans les milieux ruraux Congolais, les partis politiques n'assurent presque pas la formation civique et politique. Dans la mesure où, il est difficilement constaté l'organisation des séances de formation civique et politique dans les écoles rurales de la RDC, seuls les enseignements consacrés à l'éducation à la citoyenneté, qui se limite à donner aux enfants les éléments relatifs au développement, au lieu de leur apprendre l'amour de la patrie qui façonne un bon citoyen congolais. Aucun parti politique ne produit des outils d'éducation civique de politique au bénéfice des ruraux Congolais. Ces symboles éducatifs sont produits seulement lors de la descente des animateurs et autorités morales de certains partis politiques dans les villages et autres localités.

Il n'existe pas d'initiatives et les séminaires de formation de l'Etat actuel du paysage politique en République Démocratique du Congo. Et cela suite au caractère analphabète de la plupart des ruraux du pays. Par conséquent, les ruraux n'ayant pas un niveau requis, sont incapables d'assister à de séances pareilles. Ce qui constitue une cause certaine à l'inefficacité des partis politiques en milieu rural Congolais.

2.3. Effets de fonction des partis politiques en milieux ruraux

La participation politique résulte des actions menées et actes posés par des acteurs sociaux entre autres : citoyens, groupe des citoyens et partis politiques. Ces derniers à la recherche de la conquête et l'exercice du pouvoir, devront pour le bien-être de la population congolaise. C'est ainsi que l'activisme des partis politiques congolais en milieux ruraux n'a pas manqué de produire des effets négatifs sur les entités rurales, partant ignorer le mieux être collectif au profit des intérêts personnels.

Absence de la paix

Les partis politiques entretiennent des conflits entre les populations rurales. Suite aux tendances tribalistes créées par les animateurs de ces formations politiques, il arrive que les populations de différentes contrées arrivent à opposer leurs intérêts qui finissent à générer des conflits qui amènent aux incendies des villages entiers et luttes fratricides. Ce qui ne peut pas générer le développement des campagnes en RDC. D'où un impact négatif sur le bien-être des populations rurales Congolaises.

Impunité, corruption, injustice et exclusion

Les populations rurales R.D. Congolaises connaissent une situation qui entretient la culture d'impunité dans laquelle elles évoluent et savent cette impunité qui donne lieu à la corruption, une pratique utilisée par les dirigeants des partis politiques pour obtenir certains privilèges parmi les masses rurales et s'attirer de la sympathie de la part de leurs membres.

L'impunité a aussi comme corolaire, l'injustice issue de la manifestation des organes de la justice qui compte des membres des partis politiques au pouvoir. Et, les ruraux naïfs sont victimes de l'injustice orchestrée par l'influence des partis politiques qui agissent depuis Kinshasa ou dans les chefs-lieux des provinces.

L'exclusion étant un effet négatif dans la participation politique, cette manière de faire ne permet pas la participation des masses rurales à la gestion de la chose publique du moment où les membres de parti politique de l'opposition ne sont pas associés aux projets initiés pour l'épanouissement de leur environnement local.

Enrichissement sans cause

Les partis politiques au pouvoir possèdent tous les moyens et stratégies économiques entre leurs mains. Ils initient des projets productifs dans différents secteurs de la vie économique nationale. Ils amassent des richesses sans observation des lois et règlements du pays. Et cela, dans le domaine minier, forestier, agricole et autre. Ils s'accaparent des revenus destinés en termes d'impôts dans les différentes régions financières. D'où autant d'actes et comportements qui privilégient leur enrichissement sans cause.

La primauté de l'intérêt personnel

L'Etat a pour but, la réalisation de l'intérêt général à travers l'administration publique. Mais, nous avons vu que les membres des partis politiques au pouvoir s'étant partagés les ministères clés au gouvernement, n'ont pas veillé aux inputs (demandes politiques) relatifs à la vie communautaire au pays. C'est le cas de l'amélioration des routes, ponts et chaussées en milieux ruraux. Les infrastructures ont demeuré dans un délabrement très avancé. Il y a aussi la situation administrative des agents de l'administration publique rurale qui vivent dans la médiocrité.

Ceci dénote le comportement qui handicape l'intérêt général. Car, ces cadres de parti au pouvoir travaillent en visant leurs intérêts personnels.

Pratique démagogique

La démagogie est l'une des stratégies politiques appliquée par le pouvoir en République Démocratique du Congo. Les ruraux congolais sont caractérisés par la culture politique non soutenue, car fragilisés par l'analphabétisme, ils sont facilement dupes. Les partis politiques usent de la politique trompeuse, souvent avec des projets-phares, apparents, mais qui ne sont pas exécutés effectivement. Tous ces comportements ne peuvent pas amener les partis politiques à accompagner les masses rurales dans la participation politiques pour le mieux-être de tous en République Démocratique du Congo.

3. POUR LA DYNAMIQUE DES PARTIS POLITIQUES DANS LES MILIEUX RURAUX CONGOLAIS

Les partis politiques sont des acteurs politiques qui, dans leur organisation et leur fonctionnement sont tenus de travailler de façon effective sur toute l'étendue de la République. Pour ce faire, ils doivent développer des stratégies susceptibles d'amener les masses rurales à participer activement à la gestion de la chose publique.

Pour s'organiser de façon efficace, les partis politiques doivent mettre en œuvre un certain nombre des règles parmi lesquelles nous pouvons citer :

Le Respecter les principes, règles et procédures définies par les lois nationales ;

- Assurer leurs activités en se dotant des dénominations qui soient à la fois très attrayantes et très faciles à retenir par les ruraux ;
- Associer les masses rurales aux projets de société à exécuter pour l'intérêt de la cité ;
- Elaborer des regroupements politiques qui tiennent compte des problèmes concrets de la population Congolaise avec ses spécificités.
- Se servir des personnalités qualifiées qui se trouvent parmi les leaders d'opinion dans les localités rurales Dans l'accomplissement de leur rôle les partis politiques devront viser l'aspiration effective de l'exercice du pouvoir, car le travail politique qu'ils réalisent en milieux ruraux ne pouvait que concourir à la poursuite de leurs objectifs. Pour atteindre leurs buts, les partis politiques sont censés organiser l'amélioration de conditions de vie dans la cité, à travers une bonne gouvernance ou de bons projets de la société rurale.

Les membres adhérents aux partis politiques devront être encadrés et formés correctement à la politique de leurs milieux et de la nation. De cette façon, ils auront exercé le pouvoir dans le sens des intérêts de la nation et contribuer à la bonne gestion du pouvoir. Et, cela en accordant un soutien raisonné aux initiatives positives des gouvernants.

CONCLUSION

Les partis politiques qui évoluent dans le paysage politique congolais et plus particulièrement dans les milieux ruraux devront s'organiser et fonctionner tout en tenant compte des réalités rurales congolaises. Très peu des partis politiques œuvrent dans l'observation des principes et règles de gestion requise.

Au regard du caractère analphabète de certains ruraux, ces partis politiques ont travaillé de façon inefficace. Pour ce, nous appelons les gouvernants, gouvernés, leaders politiques et membres adhérents des partis politiques en milieux ruraux R.D. Congolais à la prise de conscience en vue de fonctionner normalement tenant à cœur les aspirations de la population rurale congolaise. C'est ainsi que les partis

politiques devront s'organiser tout en développant des stratégies susceptibles d'assurer leur dynamique et promouvoir le bien-être des masses rurales dans la conquête et l'exercice du pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages

1. LANCEROT., la participation à la politique, Pais, P.U.F., 1961.
2. C.MBOPE MINGA MBENGELE., pragmatisme formatif de l'INADES FORMATION Kasai et les enjeux du renforcement des capacités paysannes. Territoire de Mweka, D.E.A en sociologie, UNILU, Lubumbashi, 2006.
3. Dictionnaire lettré, levallois, gallinard et hachette, P.946.
4. G. BURDEAU, les partis politiques, éd. A. colin, 1993
5. H. THERY, la participation. La société démocratique, Paris, chronique sociale de France, 1963.
6. J.M. ELA, cité par KAYEMBE MIKO, organisations non gouvernementales et processus démocratique en milieu rural Congolais. Expérience de COFEMED dans le Territoire de Mweka, DEA SPA UNILU, Lubumbashi 2016.
7. MBAYA KABAMBA, Groupes d'intérêt et participation politique au Zaïre. Une contribution à la théorie du développement politique, Thèse de doctorat en sciences politiques et administratives, UNILU, 1997-1998.
8. MULUMBATI NGASHA, manuel de sociologie générale, Lubumbashi, éd. Affrica, 2001.
9. M. DUVERGER, politiques, éd. A colin, 1969.
10. NZONGOLA N., introduction à la science politique, Lubumbashi, éd Dumont noir, 1972,

II. Articles

1. J. RANGER, « les centres d'études et de promotion de la lecture, 1971
2. KIAKWAMA, organisation d'un parti politique : aspects internes, in organisation et fonctionnement des partis en RDC (sous la direction de MABIALA MANTUBA-NGOMA), Fondation Konrad Adenauer, Kinshasa, 2004.
3. ZAIDINGOMA, « les rôles des partis politiques dans un Etat de droit », in partis politiques, démocratie et paix en RDC (sous la direction de MABIALA MANTUBA-NGOMA) publications de PIDLP., Konrad Adenauer-Fondation, Kinshasa, 2001